

La conférence des Évêques de France : l'organe officiel des fonctionnaires de l'Église



Article rédigé par *Marion Duvauchel*, le 30 avril 2020

Source [Marion Duvauchel] Le 24 avril, la Conférence des évêques de France s'est réunie en assemblée plénière exceptionnelle (par visio-conférence). Il en est sorti un petit texte qui est un modèle de soumission et d'obséquiosité.

Je résume : on se réjouit de la qualité du dialogue engagé tant avec le Président de la République comme avec le Gouvernement, de la convergence de vue entre le Pape François et le Chef de l'État sur les enjeux internationaux et humanitaires de la pandémie, et avec un courage inébranlable, nos prélats redisent « *combien il leur semble essentiel que la vie ecclésiale puisse retrouver son caractère pleinement communautaire au même rythme que la vie scolaire, sociale et économique de notre pays à partir du 11 mai 2020* ». En personnes polies, ils terminent en remerciant le personnel soignant, à défaut de les applaudir de leur balcon.

Au nom de qui et de quoi cette conférence des Évêques, d'une voix unique et admirablement consensuelle se prononce-t-elle au nom de toute l'Église ? D'où cet organe élève-t-il sa voix prophétique avec une telle régularité et aujourd'hui pour signer un nouveau pacte d'allégeance à un État inique, menteur depuis l'origine ?

Créée en 1964, la Conférence des évêques de France « *a pour raison d'être, dans le respect de l'autorité de chaque évêque au service de son Église particulière (le diocèse), de permettre à tous les évêques de France d'exercer conjointement leur charge pastorale et de promouvoir davantage le bien que l'Église offre aux hommes* » (article 2). C'est moi qui souligne.

Depuis quand nos Évêques ont-ils besoin d'exercer *conjointement* leur charge pastorale, qui drastiquement résumée, se ramène au *bien* que l'Église propose aux hommes. Chaque évêque est indépendant, quoique traditionnellement lié à un Archevêque qui les réunit régulièrement en vue de mettre leurs moyens en commun face à telle ou telle difficulté (ainsi, les évêchés autour de Lyon sont liés à Lyon depuis le 2ème siècle). Quel est ce bien que l'Église propose aux hommes ? Mais la foi en Jésus, en le Dieu trinitaire, l'annonce de la Résurrection et du Salut. Y a-t-il un autre bien que celui-là pour un chrétien. Et le trésor de culture qui y affère, cinq millénaires d'intelligence, de foi et de sacrifice (si l'on admet que notre histoire commence avec celle d'Israël).

L'Assemblée plénière (qui se réunit deux fois par an) est l'organe ordinaire d'expression de la Conférence et de son activité collective. Elle a pouvoir de légiférer et tous les organismes qu'elle institue sont responsables devant elle.

Pour comprendre comment est né cet organe officiel qui aujourd'hui muselle, tarit et appauvrit la parole des prélats, jusqu'aux plus courageux, (ou aux moins lâches) pour nous donner une sorte de doctrine officielle sur les questions temporelles, il faut faire un peu d'histoire, celle des rapports, souvent tendus, du temporel et du spirituel et parfois de leurs âpres conflits.

Car du XVI^e au XVIII^e siècle, il n'y a pas de conférence des évêques, il y a des assemblées du clergé, qui réunissent les députés du clergé. Pas forcément les Évêques.

Et il y a des conciles.

C'est le Concile national de 1811 qui a retenu l'attention des historiens. A juste titre : dans la longue lutte qui opposa Pie VII et Napoléon Ier, il constitue une étape décisive, soldée par la défaite de l'Église, qui annonce d'autres défaites futures jusqu'à la soumission actuelle.

Le 15 juillet 1801, la France avait reconnu officiellement le catholicisme comme la religion de la majorité de ses citoyens (mais non comme une religion d'État). Par le concordat de 1801, l'Église recevait un statut de liberté lié à la Constitution gallicane du clergé. En vertu de l'accord de 1801 et à la demande du chef de l'État français, le souverain pontife déposait l'ensemble des évêques français qui avaient été nommés dans le cadre de la Constitution civile du clergé. Fin des principes de l'Église gallicane et reconnaissance implicite de la primauté de juridiction du pape.

Dix ans plus tard, profondément irrité de ne rien obtenir de Pie VII pour les affaires ecclésiastiques, Napoléon convoque à Paris un concile national. Il interdit au pontife, en résidence surveillée à Savone, de communiquer avec les évêques de l'Empire et menace de le déposer. Il lui envoie une députation de quatre évêques pour lui arracher une adhésion aux actes de ce concile. Députation que Pie VII reçoit avec une grande sévérité et qui n'obtiendra rien de lui.

Le concile eut lieu. Il fut chaotique et contradictoire. Les évêques étaient partagés entre leur attachement au Saint-Siège, les volontés impatientes du despote et la crainte qu'inspirait aux âmes chrétiennes le nombre croissant de ces évêchés vacants dont le Pape, prisonnier à Savone, refusait d'instituer les titulaires nommés par le pouvoir civil. Ils s'efforcèrent d'abord d'établir un impossible compromis entre la thèse de Napoléon sur l'institution éventuelle des évêques par les métropolitains (les pouvoirs civils) et la résistance que le Pape, fort des traditions, oppose aux désirs impériaux. Mais avant d'annoncer leur réponse, ils demandèrent la permission de présenter au Saint-Père l'état déplorable des Églises de l'Empire français et du Royaume d'Italie. L'empereur comprit la manœuvre dilatoire. Il dicta un projet de rapport et de décret qui attribuait l'institution canonique aux métropolitains, en se fondant sur le fait que Pie VII avait, au mois de mai, formellement accepté cette solution devant la délégation. Si le métropolitain refusait d'instituer l'évêque, c'est la Cour d'appel qui se chargeait de déclarer le siège vacant. Dans les diocèses où il n'y avait plus d'évêques, les séminaires seraient fermés, les élèves envoyés dans les diocèses alentour et les curés nommés par le préfet.

Or, le pape, on s'en souvient, avait refusé de signer quoi que ce soit.

La nuit portant conseil, les évêques revinrent le lendemain sur leur vote, et légitimement inquiets, décidèrent que le Concile ne pourrait rien faire avant d'avoir une déclaration écrite du Pape sur les concessions qu'on lui prêtait. C'était sage et courageux.

Outré par ce revirement Napoléon fit alors émettre un décret impérial annonçant la dissolution du concile. Pour éviter d'envenimer les choses, l'archevêque de Rouen, le cardinal de Cambacérès, fit acte de soumission envers l'empereur tout en exprimant des réserves sur les décisions impériales. Napoléon demanda alors au président du concile, le cardinal Fesch de faire de même. Ce qu'il refusa.

Dans un rapport, le ministre de l'Intérieur, parlant au nom de son maître, avait déclaré abrogés les Concordats de 1802 et de 1516 et à plusieurs reprises, de manière privée ou publique, Napoléon avait dit que le dernier Concordat n'existait plus puisque le Pape refusait de l'appliquer, et qu'on en revenait au régime de la Pragmatique Sanction de 1438. C'est même à cause de cela que l'Empereur avait convoqué le Concile. Sous la piperie des mots, si le pape ne cédait pas, c'est la menace d'un schisme qui était évoqué. Ou tout au moins d'un désordre.

Alors les ministres des cultes, Bigot de Préameneu pour la France et Bovara pour l'Italie, s'employèrent de mille façons bien connues (*flatteries, promesses, persuasion, crainte, menaces, artifices, ruses de tout genre*), à obtenir séparément de chaque Père ce que le Concile n'avait pas accordé à l'Empereur : le droit pour le métropolitain d'instituer tout évêque à qui le Pape n'aurait pas, dans les six mois, expédié ses bulles. Il ne restait plus qu'à entériner publiquement les concessions tardives d'un épiscopat qui s'était déjugé et à voter le décret voulu par Napoléon qu'une députation épiscopale porterait à Savone pour approbation. Il enlevait au

Pape la seule arme qu'il gardait contre les abus de César : le refus de l'institution canonique (c'est-à-dire l'acte par lequel un supérieur ecclésiastique met en possession d'une charge ou d'un ministère une personne jugée compétente).

En refusant jusqu'au bout l'ordination des évêques par les pouvoirs civils, Pie VII défendait la souveraineté temporelle de l'Église.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le pape nomme toujours les Évêques de France, mais sur la base d'une liste de trois noms agréée par le ministre de l'intérieur et celui du culte. Si souveraineté temporelle de l'Église il y a encore, elle apparaît bien limitée et elle n'est même qu'un simulacre.

En 1905, lorsque le concordat signé sous Napoléon est rompu avec la loi de la séparation des Églises et de l'État, la question des rapports du temporel et du spirituel se pose à nouveau. A la demande du pape, trois assemblées plénières de l'épiscopat français vont se tenir de mai 1906 à juin 1907.

En 1919, le Saint-Siège institue l'assemblée des cardinaux et archevêques de France. De 1940 à 1942, il y eut sept conférences plénières (en zone libre comme d'ailleurs en zone occupée).

C'est en 1964 qu'est créée la conférence des Évêques de France.

Ce qui l'occupe ? Les questions de société : les sectes, la culture, la pauvreté. Puis les nouvelles questions éthiques biomédicales, les relations aux autres confessions chrétiennes et celles aux religions monothéistes. Et bien sûr l'organisation financière de l'Église. Sur laquelle elle est singulièrement discrète.

À la suite du rapport de 1994 *Proposer la foi dans la société actuelle* de Claude Dagens, la conférence des évêques de France publiait en novembre 1996 la *Lettre aux catholiques de France*. En trois parties : comprendre notre situation de catholiques dans la société actuelle, aller au cœur du mystère de la foi et former une église qui propose la foi. Qu'est-ce qu'une Église qui ne transmet pas ce en quoi elle croit ? C'était faire l'aveu implicite d'un échec radical dans la transmission. Ce génial opuscule est la base doctrinale de ce qui est aujourd'hui transmis dans ce qui reste de notre catéchèse : une indigeste bouillie qui mélange expérience, témoignage, quelques dogmes résiduels, le moins d'histoire possible et une connaissance fragmentaire de l'Ancien Testament. *Proposer la foi* revient à proposer un vide intersidéral, mais c'est avec le soutien des organes officiels de l'Église, à commencer par le site « jesus.catholique.fr », lancé le 7 novembre 2013 par la CEF qui a pour vocation de parler de Jésus sur une base officielle. Celle de la conférence des Évêques de France.

On y trouve des énoncés troublants comme, par exemple, celui-ci, (au menu *Connaître et aimer Dieu*, puis à droite *Dieu créateur*) : « Tout autre, la pensée croyante, commune à toutes les grandes religions, reconnaît un Dieu créateur de l'univers ».

La Bible n'est pas une « pensée croyante », elle est la Parole d'un Dieu qui se dit d'une manière singulière et unique, et qui se donne à connaître en se constituant un peuple, Israël, dont l'Église est l'héritière. On chercherait en vain dans tout autre religion un Dieu qui crée le monde *ex nihilo* et qui le sauve parce qu'il se perd, autrement dit parce qu'il se damne. Les sites officiels diffusent donc une doctrine fausse, qui ne s'appuie quasiment jamais sur des passages de *l'Ancien Testament*, et qui avoue implicitement qu'elle tient la *Genèse* pour un mythe décoratif, ce dont elle s'excuse auprès des internautes.

A chaque crise majeure, la conférence des Évêques de France se réunit à Lourdes, pour les fruits que l'on connaît : une parole consensuelle, émasculée, insignifiante et faisant allégeance aux puissants de ce monde. Récemment, on a, semble-t-il, adjoint une théologienne. Elle n'est pas noire, mais ce n'est qu'une question de patience. Le miroir de la CEF n'est pas le miroir de la justice mais le triste miroir de l'inconsciente apostasie du Royaume des cieux que l'État français nous présente avec insolence.

D'où la Conférence des Évêques de France tire-t-elle sa légitimité ? Elle ne relève que d'une organisation ecclésiale temporaire du Droit Canon. Elle agit comme si elle s'était auto-désignée comme l'organe qui décide de ce qui doit être examiné, réfléchi, et de la pensée ecclésiale nationale, gardant un reste de communion avec l'Église universelle dans sa relation *ad limina* avec Rome.

Le sacrement de l'ordre et la consécration font de tout évêque un successeur des Apôtres habilité à ordonner à son tour des prêtres pour l'exercice du sacerdoce (à célébrer la messe et les sacrements, à enseigner la foi chrétienne). Les concertations des églises nationales sont probablement utiles pour promouvoir des textes liturgiques en leurs langues respectives, avec l'assentiment de Rome, non sans beaucoup d'hésitations dont témoignent les incessantes modifications. Mais les Conférences épiscopales sont surtout des structures de pouvoir et des rouages qui contribuent à transformer les successeurs des Apôtres en de vulgaires fonctionnaires de l'État ou du Pape.

Au-delà d'un nombre réduit de participants toute parole propre est assassinée par la force et le diktat du groupe, fût-il un groupe de prélats. Quoique reconnue par Rome, la légitimité de la conférence des Évêques de France est d'autant plus douteuse que cet organe ne produit qu'un bavardage mondain en vue d'une unité dérisoire et mensongère. Il est un pathétique miroir de l'esprit du temps reflété dans les organes de pouvoir construits par des chrétiens médiocres, à la foi médiocre et qui ignorent leurs sources : la Parole de Dieu, et la lente, patiente et complexe élaboration au cours des siècles dans la culture qui a été la nôtre, que le pape Benoît XVI a appelé l' « inculturation hellénistique ». Pire encore, parfois, ces sources sont frelatées.

Seigneur, délivrez-nous du mal, du malin et de la CEF.